

DISCOURS DU PRESIDENT DE L'AAACA DAKAR 2018

Au nom de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique et en mon nom propre, je présente toute notre gratitude à son Excellence Monsieur le Président de la République du Sénégal et à son Gouvernement, à la Présidente de l'Office National de Lutte contre la Corruption (OFNAC), Madame SEYNABOU NDIAYE DIAKHATE, pour l'hospitalité accordée à toutes nos délégations.

Nos remerciements sont également adressés à la Banque Africaine de Développement (BAD) à ceux qui, de près ou de loin, nous ont soutenus pour l'organisation de la présente conférence, et à tous ceux qui ont bien voulu répondre présents à ce grand rendez-vous panafricain de lutte contre la corruption.

Pour la petite histoire, en juin 2011, les autorités des institutions africaines de lutte contre la corruption se sont retrouvées à Bujumbura pour une conférence qui avait pour objectif de définir les modalités de prévention et de lutte contre la corruption sur le continent.

Prônant le renforcement du dialogue et de la coopération mutuelle entre les institutions continentales de lutte contre la corruption sur la base de la Convention des Nations Unies sur la corruption et la Convention de l'Union Africaine (UA) sur la prévention et la lutte contre la corruption, les participants ont fait une déclaration dans laquelle ils se sont convenus pour initier la création d'une association africaine de lutte contre la corruption.

Cette déclaration de Bujumbura a été suivie de :

- La rencontre de Jakarta sur les principes pour les institutions de lutte contre la corruption, en novembre 2012 ;
- L'Assemblée Générale constitutive qui a produit l'acte portant naissance de l'AAACA à Accra au GHANA en septembre 2013 ;
- La 2^e Assemblée Générale tenue en avril 2017 à Brazzaville en République du Congo avec pour thème : « Explorer les nouvelles tendances de lutte contre la corruption ».

En novembre 2017, au Caire en Egypte, se réunissait le Comité Exécutif de l'AAACA pour préparer la présente Assemblée Générale Annuelle comme cela avait été décidé aux assises de Brazzaville.

Aujourd'hui donc, elle s'ouvre ici à Dakar en République du Sénégal, avec pour thème : « L'effectivité de la coopération des institutions africaines de lutte contre la corruption pour une gestion transparente des ressources naturelles africaines. ».

Excellence Monsieur le Président, mesdames et messieurs,

L'AAACA est une organisation panafricaine indépendante à but non lucratif et apolitique, qui regroupe en son sein les autorités des institutions engagées dans la lutte contre la corruption en Afrique.

Ce grand rendez-vous reste pour nous une occasion tout indiquée pour mener une réflexion profonde sur les mesures et les moyens appropriés aux fins d'extirper de notre continent cette pandémie que nous abhorrons tous.

Un travail en synergie, la main dans la main, de toutes les institutions africaines œuvrant pour la bonne gouvernance reste un passage obligé pour l'aboutissement heureux de cet objectif que nous sommes tenus à atteindre car, aujourd'hui, la corruption, la concussion, la fraude et les infractions assimilées ont des ramifications partout.

Les grands corrupteurs sont particulièrement puissants et riches .Ils jouissent d'une autorité certaine.

L'abus d'autorité est l'une des causes de la corruption, la concussion et la fraude.

L'abus d'autorité est foncièrement malfaisant : il corrompt.

Ceux qui le pratiquent sont enclins à étendre davantage leur puissance et à ne défendre que leurs propres intérêts. Ils tyrannisent leurs administrés et les placent dans une position de simples obligés.

Ils s'entourent des hommes choisis par cooptation : les hommes rigoureux attachés aux principes de droit et d'équité n'ont aucune chance de servir autour d'eux. Dans un tel contexte, tous les travers, notamment, la gabegie, la corruption, la concussion et la fraude s'installent en véritable système de gestion d'Etat. On donne ou on exige de l'argent pour chaque service demandé ou rendu même si vous êtes dans vos droits. L'Afrique qui subit des pertes estimées à hauteur de 148.000.000.000 de dollars par an des faits de corruption assiste impuissante à la dilapidation de ses richesses à cause des comportements inciviques de certains de ses fils.

La corruption, la concussion et la fraude ne sont pas une fatalité. Si nous avons été des hommes responsables, conscients et soucieux du développement de notre continent et du bien-être de nos peuples, ce fléau ne se serait pas érigé en véritable système de gestion des services et recettes de nos Etats, et nos populations ne se seraient pas autant paupérisées. Oui, la pauvreté pollue les sociétés et fait basculer les peuples dans la clochardisation.

Si nous avons été des hommes responsables et droits, les inégalités sociales n'auraient pas pris cette ampleur considérable qui divise nos sociétés en deux franges : celle des nantis, les moins nombreux ; et celle des démunis, les plus nombreux.

Mais comme l'a écrit **Jean Jacques Rousseau** : « **L'homme naît bon, c'est la société qui le corrompt** ».

Nos politiques économiques, sociales, éducatives, civiques et culturelles qui ne tiennent pas compte de nos réalités constituent aussi le terreau des antivaleurs car, si les Africains refusent d'avoir les pieds et la tête en Afrique, notre Continent continuera toujours à être un simple instrument de l'histoire et un réservoir des matières premières, raison principale de nos malheurs, au profit des autres.

D'ailleurs un message circule dans notre continent disant, je cite : « **Il n'y a pas mieux que les Africains pour construire l'Afrique** ». Fin de citation.

Le bien-être matériel et partant le bien-être social et moral est à notre époque une revendication légitime des citoyens. Il est partout exigé et c'est bien ce déficit qui déstabilise nos Etats.

Excellence Monsieur le Président de la République, Mesdames et Messieurs,

L'année qui vient de s'écouler a été très difficile. Nous vivons la présente dans des conditions encore pires et malgré tout, nous sommes encore debout. La situation économique et sécuritaire de l'Afrique est, à nos jours, au bas niveau. Or, c'est justement lorsque les économies et la sécurité chancellent, se fragilisent, que la corruption, la concussion, la fraude et les infractions assimilées trouvent leur berceau, évoluent allègrement, détruisent les racines morales et civiques des sociétés, les déstabilisent et finalement ralentissent, sinon arrêtent carrément leur développement.

C'est à ce moment que les institutions animées par des hommes d'une trempe particulière se réveillent pour sauver les nations.

Quand on veut sauver un patient, son traitement ne doit pas être administré en dents de scie. La lutte contre la corruption n'a besoin, ni de temps mort, ni même de pause, mais elle doit être plutôt permanente.

Elle exige des moyens humains, matériels et financiers suffisants, au risque de voir ce virus faire un repli tactique pour mieux s'enraciner et anéantir notre patiente qui n'est autre que l'Afrique.

La lutte contre la corruption ne nécessite plus l'affirmation de la politique des Autorités dirigeantes, mais plutôt sa mise en œuvre !

Par ailleurs, la lutte contre la corruption qui est menée depuis plusieurs décennies, doit être un processus de régulation de la gestion du bien public ; elle ne doit laisser personne au bord de la route, mais plutôt cibler positivement toutes les couches sociales de l'administration et de la gestion de la cité, de la base au sommet, en passant par toutes les couches intermédiaires ; l'impunité devrait être bannie du monde de cette lutte qui ne devrait pas privilégier les gros poissons pour ne s'acharner que sur les petits.

C'est ici, Excellence Monsieur le Président et distingués invités, que nous voulons adresser toutes nos félicitations à quelques pays africains, qui, bien que timidement, commencent à demander des comptes aux dirigeants de très haut niveau.

L'AAACA qui a pour vocation de promouvoir et de faciliter la coopération mutuelle entre les Etats pour prévenir, détecter, enquêter, recueillir et fournir des preuves pour des procédures judiciaires et la répression de la corruption et des infractions assimilées fait partie intégrante de ces institutions et constitue pour les pays africains une arme pour le redressement de leurs économies et la bonne gouvernance.

Certes, l'AAACA est handicapée faute de moyens financiers, mais elle ne doit pas lâcher prise.

Notre objectif à nous tous, est d'assainir la gestion de nos économies pour optimiser la gouvernance à travers la création de notre arme de lutte : l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique.

Pour terminer, Excellence Monsieur le Président de la République, cette rencontre de Dakar vient à point nommé, car elle se tient au cœur de l'année 2018, déclarée par les Chefs d'Etat de l'Union Africaine, Année de lutte contre la Corruption.

Nous nous convenons, j'en suis sûr, qu'aucun pays ne peut agir seul pour accomplir avec succès cette noble mission. Voilà pourquoi nous pensons qu'en nous unissant, l'effet de notre force de frappe contre ce fléau pourra avoir un impact positif en matière de gouvernance sur toute l'étendue de notre continent.

Au plan continental, les instruments de lutte contre la corruption sont disponibles. A titre d'exemple, je peux citer le partenariat entre le Conseil Consultatif de l'Union Africaine sur la Corruption (CCUAC) et l'Association des Autorités Anti -Corruption d'Afrique (AAACA) qui constitue déjà une arme très puissante contre ce fléau.

Vu son caractère pandémique, ne serait-il pas possible que le sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine se penche sur l'instauration d'une taxe anti-corruption sur toute transaction financière transfrontalière ?

L'heure a sonné pour mener une guerre sans merci contre la corruption. Devant cette préoccupation impérieuse, Excellence Monsieur le Président, l'AAACA a porté son choix sur votre haute personnalité comme parrain pour plaider sa cause auprès de vos pairs de l'Union Africaine, dans le cadre de la Gouvernance pour l'émergence de notre continent.

Le choix porté sur vous, Excellence Monsieur le Président, n'a pas été un fait du hasard, vous le méritez. Car nul ici n'ignore devant cet auditoire la place du Sénégal dans l'appropriation de la démocratie, dans sa quête pour l'amélioration de sa gouvernance à tous égards.

L'AAACA a constaté que des deux Conventions sur la corruption: celles des Nations Unies et de l'Union Africaine, certains pays de notre continent ont commencé par ratifier d'abord la Convention des

Nations Unies ; ce qui n'est pas une mauvaise chose, certes, mais notre association souhaite voir ce vide être comblé dans l'année en cours pour créer une harmonie avec la volonté des Chefs d'Etats de l'Union Africaine qui ont fait de 2018 l'Année de lutte contre la corruption.

Ceci étant l'AAACA trouve ici une occasion toute faite pour adresser ses vives félicitations à tous les pays africains qui ont obtenu pour le compte de l'année 2017, un score honorable pour l'Afrique sur l'indice de perception de la corruption.

Une fois de plus, nous voulons vous renouveler Excellence Monsieur le Président, notre expression de gratitude soutenue pour l'accueil que votre Pays nous a réservé.

Que vive l'Afrique sans corruption !

[Je vous remercie.](#)